



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 2 DECEMBRE 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

[Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin](#)

DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[La lettre EFI du 10 Décembre pdf](#)

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

[Dématérialisation totale des échanges entre les tiers déclarants et l'administration fiscale au 1er janvier 2018](#)

[Changement de régime fiscal des sociétés : option à l'impôt sur les sociétés](#)
[Précision sur le régime des droits de mutation les BOFIP du 6 décembre 2017](#)

[THE US TAX PAYER BILL OF RIGHTS](#)

[Brexit, la facture des mensonges](#)

Par notre ami [Richard Werly](#)

L'accord trouvé entre la Commission européenne et le Royaume-Uni remet les pendules du Brexit à l'heure. Il entérine des compromis bien éloignés du divorce avantageux que ses partisans avaient juré d'obtenir

[Le futur impôt sur la fortune immobilière risque-t-il l'inconstitutionnalité ?](#)

[Pierre-François RACINE](#)

**Montant moyen d'ISF acquitté en 2016 après plafonnement
par tranche de patrimoine net taxable**

(en milliards d'euros, sauf indication contraire)

Tranche d'imposition	Nombre de redevables	Montant moyen acquitté
Entre 1,3 million d'euros et 2,57 millions d'euros	254 497	4 857 euros
Entre 2,57 millions d'euros et 5 millions d'euros	70 234	15 392 euros
Entre 2,57 millions d'euros et 5 millions d'euros	19 649	41 520 euros
Supérieure à 10 millions d'euros	6 772	134 901 euros
Total	351 152	11 523 euros

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de la direction de la législation fiscale)

Les trois mamelles fiscales de la France
L'immobilier, le consommation et ...le travail
Par Patrick Artus

LE FORUM ACTION PUBLIQUE

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, a officiellement lancé le Forum de l'Action publique le 24 novembre. Cette consultation impliquant usagers et agents publics, **durera trois mois**. Elle vise à recueillir les avis des amis d'EFI qui souhaitent réinventer le service public.

Trois mois de consultation lors du Forum de l'Action publique

La Convention Judiciaire d'Intérêt Public : publication de la CJIP HSBC	2
TRACFIN : les règles de déclaration de soupçon. Vers une société de surveillance généralisée	3
EUROPE DOUANIÈRE /une passoire ? (cour des comptes européenne 5.12.17) cliquez... 4	4
Le joueur de poker : heureux au jeu, malheureux au fisc (CAA Paris 22/11/17)	4
Le principe d'individualisation des sanctions fiscales /toujours NIET (CE 4/12/17) cliquez 5	5
Liste noire fiscale : enfumage ou réalisme ????	5
les 3 listes :la noire, la grise et l'hurricane !!! cliquez	5
l'impôt sur la fortune à nouveau devant le conseil constitutionnel : 2 QPC	5
Immunités fiscales des fonctionnaires de l'UE	6
Vers une régularisation permanente pour tous???? projet de loi <i>pour un état au service d'une société de confiance, (essoc)</i>	6
Le robot anti fraudeur (arrêté du 14/11/17) cliquez pour lire.....	6

La Convention Judiciaire d'Intérêt Public :
publication de la CJIP HSBC

Vers un nouveau droit de procédure pénale en matière financière

Non responsabilité pénale de la personne dite morale

Vers la responsabilité des cadres exécutants

Le droit de refuser un ordre illégal sera t il la nouvelle méthode de prévention de la fraude
?????

Introduit par l'Assemblée nationale, en commission, à l'initiative de la députée Sandrine Mazetier, l'article 22 de loi instaure un mécanisme de transaction pénale, dit « convention judiciaire d'intérêt public », à l'initiative du parquet, sans reconnaissance de culpabilité MAIS uniquement pour les personnes morales mises en cause pour certaines infractions. Les personnes physiques continuant à être pénalement poursuivies

NOTE EFI vous êtes un certain nombre à privilégier la responsabilité pénale de la personne morale sur celle de la responsabilité pénale de la personne physique, mais comme le font remarquer les magistrats spécialisés il est toujours très difficile de trouver la personne morale responsable dans un groupe et surtout les conséquences d'une sanction pénale sur une société peuvent avoir un effet boomerang sur l'ensemble des hommes et des femmes membres de cette entreprise alors que les vrais responsables seront à l'abri. par ailleurs cette nouvelle politique, proche de celle des USA pourra voir un effet dissuasif important si le ou les cadres exécutants savent qu'ils pourront être recherchés pénalement sauf si ils refusent d'obéir à un ordre manifestement illégal (lire ci dessous "les baïonnettes intelligentes

FRAUDE FISCALE : VERS DE NOUVELLES PRATIQUES

Les réflexions de Monsieur **Robert GELLI**, directeur des affaires criminelles et de Monsieur **Jean-Claude MARIN**, Procureur général près la Cour de cassation

mise à jour du 12 NOVEMBRE 2017

[LE SITE DE L'AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION](#)

Depuis le 27 novembre, le site Internet de l'[Agence française anticorruption](#) compte deux documents dans sa rubrique « publications légales » : [la convention conclue le 30 octobre entre le Parquet national financier et la banque suisse HSBC Private Bank \(lien vers PDF\)](#), pour 300 millions d'euros, et [l'ordonnance du président du tribunal de grande instance de Paris qui l'a validée le 14 novembre \(lien vers PDF\)](#).

[\[English version\] Convention judiciaire d'intérêt public \(CJIP\) between the National Financial Prosecutor of the Paris first instance court and HSBC Private Bank \(Suisse\) SA - P](#)

Mais c'est sans doute le début d'un bouleversement dans la stratégie de la justice pour lutter contre la délinquance économique et financière menée par des entreprises françaises ou étrangères. MAIS ATTENTION la transaction ne vise que la personne dite morale alors que les cadres et non les représentants légaux seront poursuivis devant la justice pénale. Cette va donc entraîner voir obliger les cadres à refuser d'appliquer des ordres illégaux

[L'article de Jean-Baptiste Jacquin](#)

[Responsabilité et droit de désobéir/la théorie des baïonnettes intelligentes](#)

[L'intervention de Mr F HOLLANDE ancien président de la république](#)

[Prévention de la Fraude : Du droit de désobéir ???? \(déjà une évolution aux USA ???\)](#)

Pour les cadres responsables -mais non mandataires sociaux- du privé, cette stratégie de prévention de la délinquance économique a été formulée par [Sally Yates former Deputy Attorney General du Department of Justice 'Washington CLIQUEZ](#) dans un mémorandum de 2015. "Vers un ciblage individuel des véritables responsables

[Individual Accountability for Corporate Wrongdoing 9 september 2015](#)

One of the most effective ways to combat corporate misconduct is by seeking accountability from the individuals

who perpetrated the wrongdoing. Such accountability is important for several reasons: it deters future illegal activity,

it incentivizes changes in corporate behavior, it ensures that the proper parties are held responsible for their actions,

and it promotes the public's confidence in our justice system.

Mise à jour du 14 novembre 2017

[Lire la suite](#)

[TRACFIN : les règles de déclaration de soupçon. Vers une société de surveillance généralisée](#)

MISE A JOUR DÉCEMBRE 2017

Encore plus de surveillance fiscale

[La Directive \(UE\) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016](#) permettant l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux va rentrer en application le 1er janvier 2018

Aux fins de la mise en œuvre et de l'application des législations des États membres donnant effet à la présente directive et afin d'assurer le bon fonctionnement de la coopération administrative qu'elle instaure, les États membres prévoient dans leur législation l'accès des autorités fiscales aux mécanismes, procédures, documents et informations visés aux articles 13, 30, 31 et 40 [de la directive \(UE\) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil \(*1\)](#)

Que se passe t il donc au Sénat

[L'ordonnance n° 2016-1635 du 1er décembre 2016](#) renforçant le dispositif français des tracfin sur les sommes inscrites dans leurs livres ou les opérations portant sur des sommes dont elles savent, soupçonnent ou ont de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou sont liées au financement du terrorisme et augment la vigilance et la surveillance sur chaque résident n'est toujours pas ratifiée

[Voir le dossier législatif en sommeil au sénat](#)

Ce texte n'a de valeur que celui d'un décret

[Lire la suite](#)

**EUROPE DOUANIÈRE /une passoire ?
(cour des comptes européenne 5.12.17) cliquez**

Des faiblesses et des lacunes importantes indiquent que les contrôles douaniers de l'UE ne sont pas appliqués efficacement, selon un nouveau rapport de la Cour des comptes européenne.

Les magistrats ont constaté des faiblesses graves qui indiquent que le cadre juridique présente des insuffisances et que la mise en oeuvre des contrôles douaniers à l'importation est inefficace. Cette situation porte atteinte aux intérêts financiers de l'UE.

À titre d'exemple:

les auditeurs ont constaté qu'en l'absence de demandes de garanties de la part du Royaume-Uni, des marchandises chinoises nettement sous-évaluées étaient dédouanées dans ce pays avant d'être renvoyées en Europe continentale; des produits textiles et de chaussures sous-évalués provenant de Chine étaient envoyés de Hambourg à Douvres, où ils étaient mis en libre pratique dans l'UE sans être contrôlés au moment du dédouanement, puis renvoyés en Pologne ou en Slovaquie; une opération menée conjointement par les douanes françaises et l'OLAF en 2016 a permis de confirmer que les fraudes à la valeur étaient principalement commises au Royaume-Uni et qu'elles se doublaient d'un non-paiement de la TVA dans les pays de destination. La valeur des marchandises était minorée de 5 à 10 fois à l'aide de fausses factures. Selon l'OLAF, pour la période allant de 2013 à 2016, le Royaume-Uni aurait dû mettre à disposition près de 2 milliards d'euros de droits de douanes supplémentaires;

[le site de la cour des comptes européenne](#)

[Communiqué de presse:](#)

[Rapport spécial n° 19/2017: Procédures d'importation: les intérêts financiers de l'UE pâtissent d'insuffisances](#)

[au niveau du cadre juridique et d'une mise en oeuvre inefficace](#)

[le compte rendu de la tribune](#)

[Lire la suite](#)

Le joueur de poker : heureux au jeu, malheureux au fisc (CAA Paris 22/11/17)

C...se déclarant domicilié en GRANDE BRETAGNE .n'a déclaré aucun revenu au titre des années 2008 et 2009 et, s'agissant de l'année 2010, a seulement déclaré des revenus de capitaux mobiliers, soumis à prélèvement libératoire, d'un montant de 1 696 euros ; si M. C...soutient qu'il résidait au Royaume-Uni de juillet 2009 à juin 2011, les pièces qu'il produit pour en justifier ne permettent pas de l'établir ; il a, au cours des trois années concernées, régulièrement participé à de nombreux tournois de poker, notamment sur Internet, lui procurant des gains de jeux s'élevant, d'après les informations recueillies par l'administration dans le cadre de son droit de communication, à 58 336 euros en 2008, 463 443 euros en 2009 et 111 681 euros en 2010 ;

[CAA de PARIS, 2ème chambre, 22/11/2017, 17PA01787, Inédit au recueil Lebon](#)

Notre joueur a voulu jouer avec son vérificateur qui lui a dressé un procès verbal d'opposition à contrôle fiscal (note EFI procédure de plus en plus utilisée- avec évaluation d'office et amende de 100%

[Lire la suite](#)

Le principe d'individualisation des sanctions fiscales /toujours NIET (CE 4/12/17) cliquez

Par une décision en date du 4 décembre 2017, le Conseil d'Etat, après avoir saisi le conseil constitutionnel confirme la compatibilité avec [l'article 6 de la CEDH](#) de l'amende de 5% pour défaut de mention, sur l'état déclaratif de suivi de l'article 54 septies du CGI, de la plus-value placée en sursis au titre d'une fusion réalisée sous le régime de faveur.

[Conseil d'État N° 379685 lundi 4 décembre 2017](#) [L'analyse du conseil d'etat](#)
Note EFI le fondement du CE est [l'article 6 de l'article CEDH](#) alors que celui du conseil constitutionnel était l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose :

« La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée ». (????)

[La dernière décision du conseil constitutionnel du 9 juin 2017](#) confirmant que l'amende de 5% pour défaut du document administratif du suivi des plus values était constitutionnelle et que les juges administratifs ne pouvaient pas la personnaliser a été incomprise par de nombreux amis d'EFI (mais pas par tous) [alors que la décision du 22 juillet 2017](#) d'annulation de la taxe de 5% pour défaut de déclaration de comptes à l'étranger avait été considérée comme une avancée démocratique et humaniste

[Commentaire du conseil constitutionnel de la décision du 9 juin 2017](#)

La prochaine reconnaissance du droit à l'erreur va telle assouplir cette sévérité constitutionnelle non consensuelle (termes modérés)

[Lire la suite](#)

Liste noire fiscale : enfumage ou réalisme ???? **les 3 listes :la noire, la grise et l'hurricane !!! cliquez**

L'Union européenne vient de finaliser sa première liste noire commune des paradis fiscaux

[Le communiqué de presse](#) [Les conclusions](#)

La liste noire du 5 décembre 2017:

les Samoa, les Samoa américaines, l'île de Guam, Bahreïn, Grenade, la Corée du Sud, Macau, les Iles Marshall, la Mongolie, la Namibie, les Palaos, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, la Tunisie, les Emirats arabes unis, le Panama et la Barbade.

[Paradis fiscaux: la Suisse ne figure pas sur la liste noire de l'Union européenne mais elle figure sur la liste grise](#)

Une formidable autoprotection européenne ?

Les sanctions: aucun dispositif n'a été adopté ??????

La force de la diplomatie britannique qui prépare l'après BREXIT

L'arbitrage final revient aux ministres et la règle de l'unanimité, en place sur les questions fiscales, donne de facto un droit de veto à chacun. Dans ce contexte, le sort de la douzaine de territoires hors UE mais rattachés à la couronne britannique (Jersey, Guernesey, les Iles vierges, les îles Caïmans, l'île de Man, etc.) était scruté de près. Depuis des semaines, les autorités britanniques tentaient, en coulisses, de les préserver en vue de l'après Brexit : ils seront précieux si le Royaume-Uni décidait de jouer la carte de la concurrence fiscale avec l'Union européenne. Londres a finalement obtenu gain de cause puisqu'aucune de ses îles n'est ciblée. citation [Derek Perrotte](#)

[Lire la suite](#)

l'impôt sur la fortune à nouveau devant le conseil constitutionnel : 2 QPC

[Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne](#)

[Fiscalité du capital et expatriations : quel coût pour l'économie française ?](#)

x x x x x x

I Les dettes familiales sans date certaine sont-elles déductibles de l'ISF ? NON

[Décision n° 2017-676 QPC du 1er décembre 2017](#)

Article 1er. - Le 2° de l'article 773 du code général des impôts, dans sa rédaction résultant du décret n° 81-866 du 15 septembre 1981 portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et « complétant certaines dispositions de ce code, à compter du 1er juillet 1981, est conforme à la Constitution

II Le constituant du trust est il soumis à l'isf
QPC 217/2017 du 25 septembre
décision rendu le 15 décembre

[Lire la suite](#)

Immunités fiscales des fonctionnaires de l'UE

[L'article 13 du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes](#) exempte d'impôt nationaux les traitements, salaires et émoluments versés par les Communautés européennes à leurs fonctionnaires et anciens fonctionnaires

Pas de CSG sur les revenus fonciers de source française

M.C..., fonctionnaire titulaire de la Commission européenne, domicilié..., a été assujetti à la contribution sociale généralisée, à la contribution pour le remboursement de la dette sociale, au prélèvement social et aux contributions additionnelles à ce prélèvement à raison de revenus fonciers de source française imposables à son nom au titre des années 2008, 2009, 2010 et 2011

La CAA de Douai dégrève en partie

[l'arrêt n° C-690/15 du 10 mai 2017 de la Cour de justice de l'Union européenne ;](#)
[CAA de DOUAI, 2ème chambre - formation à 3, 12/10/2017, 14DA00317,](#)

Vers une régularisation permanente pour tous????

PROJET DE LOI pour un État au service d'une société de confiance,(ESSOC)

Le robot anti fraudeur (arrêté du 14/11/17)
cliquez pour lire

Ciblage automatisé de la fraude fiscale.

Précis de fiscalité DGFIP 2017

Annuaire complet statistique DGFIP 2015

Cahier statistique synthétique DGFIP 2015

Accès au CGI et au LPF sur Légifrance

Accès à la Brochure pratique 2017
(déclaration des revenus 2016)

Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde les prélèvements obligatoires